



Aucune « union sacrée » avec le capital

Partout, nous souffrons toutes et tous de la vie chère car nous payons la crise capitaliste, l'explosion des prix, les livraisons d'armes, l'effort de réarmement, le poids des sanctions contre la Russie. Comme toujours, ce sont les patrons qui déclenchent les guerres, mais ce sont toujours les travailleurs et leurs familles qui en payent le prix.

Le Président de la République vient de ponctionner 50 milliards par an en plus sur le budget de l'état, alors que déjà 413 milliards de programmation militaire ont été votés en 2024 jusqu'en 2030. C'est de l'argent en moins, pour financer : nos retraites, notre Sécurité Sociale, l'éducation de nos enfants, nos hôpitaux et l'ensemble des services publics.

Nous savons par expérience ce que signifie la guerre pour chacun des peuples condamnés à subir la réduction des conditions de vie et de travail, la fin des droits et libertés, la liquidation des syndicats et organisations progressistes, l'interdiction des grèves. Ce sont les capitalistes au pouvoir à Moscou, Kiev, Washington, Paris, Londres, etc., qui sont tous responsables de la situation, en France comme ailleurs, des voix de résistances s'élèvent !

Tout est décidé par une poignée de personnes, et sans que jamais la population ne soit consultée. La raison en est simple... derrière se cachent les grandes entreprises capitalistes, les mêmes qui refusent d'un côté d'augmenter les salaires, et de l'autre imposent un gigantesque réarmement militaire, provoquent des guerres pour financer leurs profits et continuer leurs politiques.

Alors que le gouvernement et le patronat entendent ne pas remettre en cause la réforme des retraites de 2023, ils entendent distiller dans les têtes des salarié-es qu'il serait nécessaire de travailler plus longtemps et de consentir à une part de capitalisation, pour soutenir l'effort de guerre.

C'est totalement, injuste, brutale et inacceptable. Nous appelons l'ensemble des travailleuses et travailleurs à se mobiliser massivement le **1^{er} mai** prochain, autour d'un slogan :

« Pas un euro, pas un soldat, pas une seule arme pour les guerres impérialistes ».

La CGT exige :

- Les milliards pour l'hôpital, l'action sociale et la sécurité sociale,
- Pour le maintien de tous les services, pour l'embauche de personnel et l'augmentation des salaires,
- La sortie de la France de l'OTAN, et la dissolution de cette alliance militaire,
- La fin du soutien financier et des livraisons d'armes au gouvernement ukrainien.